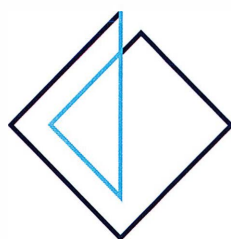


# DEMANDE D'AVANCE REMBOURSABLE

NOM  
OU  
RAISON SOCIALE



## CADEC

La société financière de la Corse

# DÉCLARATION D'INTENTION DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER



## PRÉSENTATION DU DEMANDEUR

Nom ou Raison Sociale :

Enseigne ou Nom Commercial :

N° SIRET :

Date d'immatriculation :

Code NAF :

N° d'enregistrement (uniquement associations) :

Forme juridique (cocher la case)

- SA
- SAS
- SASU
- SARL
- EURL

- Entreprise individuelle
- Organisme Consulaire
- Collectivité locale
- Association
- Autre :

Adresse du siège social :

Tél :

Courriel :

Activité principale :

Responsable légal  Madame  Monsieur

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Fonction :

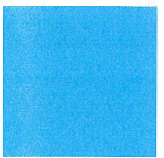
Tél :

Courriel :

## Important :

Afin que votre demande soit prise en compte, merci de saisir les informations relatives à votre projet sur la [Fiche projet \(1\)](#) et de veiller à cocher la case CADEC dans la rubrique "Etes-vous accompagné par des partenaires".

(1) Cliquer sur "Fiche Projet" vous renvoie vers le formulaire ADEC, préalable indispensable à toute intervention CADEC.



# Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) :

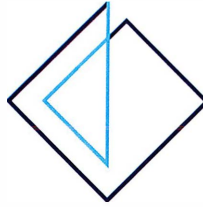
Représentant(e) légal(e) de la société :

déclare que la société est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférents.

Fait à :

Le :

Signature



# CADEC

La société financière de la Corse

## Demande d'avance remboursable

Le soussigné / la soussignée (nom, prénom, qualité) :

sollicite une avance remboursable auprès de la CADEC, d'un montant de :

et d'une durée de :

Nom du signataire :

Qualité :

Date :

Signature :

### Partie réservée aux services de la CADEC

- Dossier complet
- Dossier incomplet

Pièces complémentaires demandées le :

Liste des pièces demandées :

Pièces retournées le :

Accusé réception du dossier adressé le :

# Demande d'avance remboursable



**Dossier :** \_\_\_\_\_

## Liste des pièces à joindre nécessaires à l'instruction de la demande

- Dossier complété et signé
- Plaquette de présentation ou tout autre document (avec photos) présentant votre établissement

## Éléments juridiques

- Statuts signés (en cas de SCI - Société Locataire, également)
- Kbis ou Extrait D1 de moins de 3 mois (en cas de SCI - Société Locataire, également)
- Copie de la CNI ou Passeport du représentant légal et de chaque associé de la société
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois du représentant légal et de chaque associé de la société
- Livret de famille du représentant légal
- Bail commercial
- Fiche de renseignements caution du représentant légal et de chaque associé de la société (imprimé à remplir)

## Éléments financiers

- Plan de financement sur 3 ans
- Prévisionnel d'activité sur 3 ans
- Prévisionnel de trésorerie sur 3 ans
- Liasses fiscales des 3 derniers exercices
- 3 derniers relevés bancaires du compte commercial de la société
- Avis d'impôt sur le revenu du représentant légal et de chaque associé de la société
- Déclaration sur l'honneur des aides publiques perçues (imprimé à remplir)
- Tableaux d'amortissement des prêts en cours de la société
- Moyens humains (maintenus et/ou créés)

## Devis

- Investissement immobilier** : Titre de propriété, promesse de vente, bail à construction
- Construction ou aménagement** : Permis de construire, devis ou facture pro-forma
- Achat de fonds ou cession de parts** : Droit au bail, promesse de vente
- Investissement matériel ou immatériel** : Facture pro-forma

## Banque partenaire

- Nom - Adresse - Coordonnées du correspondant bancaire partenaire
- Copie de la demande de prêt et/ou offre de prêt et/ou contrat de prêt bancaire relatif au projet
- Déclaration de la banque partenaire



## CAUTION

### FICHE DE RENSEIGNEMENTS SITUATION PERSONNELLE

<b>IDENTIFICATION ET SITUATION DE FAMILLE</b>	
NOM	Prénom
Né(e) le :	à Nationalité
Adresse :	
Célibataire - Marié – Veuf - Divorcé – En instance de divorce – Séparé de corps	
Régime matrimonial : Communauté – Séparation de biens	
Date et lieu de mariage :	
Nom, prénom, âge, date et lieu de naissance du conjoint :	
Nombre d'enfants : Age : dont à charge :	

<b>REVENUS ANNUELS</b>	
<b>Ressources</b>	<b>Dépenses</b>
Revenus déclarés IRPP :	Echéances de prêts et de leasing (*)
	Pension alimentaire
	Loyer
	Impôts
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>

DESCRIPTIF DES PRETS *	BANQUE	CRD	MENSUALITE

1) DESCRIPTIF DES BIENS IMMOBILIERS EN PLEINE PROPRIETE			
Nature :			
Situé à :			
Superficie / Type :			
Date construction :			
Valeur estimée :			
Hypothèque :			
CRD des prêts si hypothèque :			

2) VALEURS MOBILIERES EN PLEINE PROPRIETE			
Nature et montant :			
Nantissement : oui/non			
Banque :			

<b>3) AUTRES BIENS</b>
------------------------

Apposez vos initiales

Le(s) soussigné(s) :

- déclare(nt) avoir pris connaissance de la demande de prêt déposée,
- déclare(nt) sincères et véritables les renseignements fournis sur cette fiche ainsi que les pièces justificatives jointes,
- reconnai(ssent) avoir été informé(s) qu'en cas de fausse déclaration de sa (leur) part, il(s) ne pourrai(ent) se prévaloir du bénéfice des dispositions légales sur les engagements disproportionnés des cautions,
- s'engage(nt) à aviser sans délai par écrit la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE de tout changement d'adresse et reconnai(ssent) qu'à défaut la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE sera dispensée de l'obligation de l'(les) informer de la défaillance du débiteur principal conformément à l'Article L313-9 du Code de la Consommation,
- accepte(nt) que les informations recueillies dans le présent document fassent l'objet d'un traitement informatisé pour les seuls besoins de la gestion de la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE ainsi qu'avec nos sous-traitants participant notamment à la gestion du compte d'avance et de prêts, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance.
- consent(ent) à des communications à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires ou pour l'exécution de travaux par des prestataires de services.  
A l'effet des opérations ci-dessus, la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE est, de convention expresse, déliée du secret bancaire.
- Peut(vent) conformément à la loi accéder aux informations les concernant, les faire rectifier ou s'opposer à leur communication à des sociétés du Groupe en écrivant par lettre simple à la CADEC – CAISSE DE DEVELOPPEMENT DE LA CORSE.

Fait à    le

Signature(s) de la ou de caution(s) précédée(s) de la mention manuscrite « *Certifiée sincère et véritable* ».



## Déclaration sur l'honneur des aides perçues

Nom de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Adresse de l'entreprise : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_

Nom du représentant légal : \_\_\_\_\_

### IMPORTANT !

L'entreprise bénéficiaire d'une avance remboursable à taux bonifié par la Collectivité Territoriale de Corse doit respecter les règles de concurrence communautaire relatives aux aides publiques et plus particulièrement le règlement communautaire n° 1407/2013 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (règle dite « de minimis »). À ce titre, le non-respect de ces règles peut conduire au reversement des aides éventuellement perçues.

### AIDES OBTENUES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES <sup>1</sup>

Nom de l'aide	Organisme Financier	Montant	Type (subvention...)	Date de la décision

### DEMANDES D'AIDES EN COURS DE TRAITEMENT <sup>1</sup>

Nom de l'aide	Organisme Financier	Montant	Type (subvention...)	Date de dépôt des dossiers

<sup>1</sup> - Pour le compte de votre entreprise et pour le compte du groupe de sociétés dont votre entreprise fait partie (si plus de 50% du capital), y compris les aides relevant de l'ingénierie financière (PFIL, ADIE, SOFARIS, FEMU QUI...), ainsi que les aides sous forme d'exonération fiscale.

## Déclaration sur l'honneur des aides perçues

### DEMANDE DE CRÉDIT D'IMPÔT EN COURS DE TRAITEMENT <sup>2</sup>

#### Attestation crédit d'impôt

Avez-vous opté pour le crédit d'impôt ?

NON

OUI

Si oui, à compter de quelle date et sur quel(s) investissements(s) a porté ce crédit d'impôt ?

---

---

---

---

---

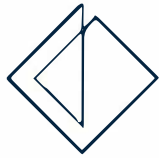
---

---

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_  
agissant en qualité de représentant légal de \_\_\_\_\_  
certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent imprimé.

CACHET	DATE	NOM ET SIGNATURE DU REPRÉSENTANT LÉGAL

2 - Pour le compte de votre entreprise et pour le compte du groupe de sociétés dont votre entreprise fait partie.



**CADEC**

La société financière de la Corse

## DECLARATION DE LA BANQUE PARTENAIRE

Je soussigné .....

Représentant légal de la société .....

Immatriculée sous le n° .....

Déclare avoir choisi .....

comme banque partenaire pour cette opération et autorise par avance la CADEC (Caisse de Développement de la Corse ) à procéder à tous échanges relatifs à ma demande avec la banque sus-désignée.

Ajaccio, le

Signature du représentant légal



# NOTE TECHNIQUE

Dans le cadre de sa relance la CADEC devient une structure d'appui au financement des entreprises.

Son rôle sera, à la fois, de faciliter l'accès des entreprises insulaires aux financements publics et de faciliter l'intervention complémentaire des établissements de crédit de la place.

Dans ce contexte, elle pourra intervenir prioritairement au moyen :

- d'avances remboursables, qui seront obligatoirement associées à un concours bancaire mis en place par un établissement de crédit.
- d'un crédit-bail immobilier, mis en œuvre à travers sa filiale CORSABAIL, dont elle détient aujourd'hui directement près de 95 % de son capital social.

## AVANCES REMBOURSABLES

Elles doivent bénéficier à des TPE-PME quelle que soit leur forme juridique et exerçant l'essentiel de leur activité en Corse ou s'y installant.

Elles doivent être consenties dans le cadre d'un programme global comportant obligatoirement l'intervention d'une banque sous forme d'un concours à moyen ou long terme, d'un montant et d'une durée, au moins équivalents à ceux de l'avance remboursable.

### CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

- Montant : Le montant avancé ne pourra dépasser les 35 % du plan de financement) proposé. (règlements communautaires) et doit être compris entre 10.000 € (15.000 € concernant les dossiers touristes) et 200.000 €.
- Durée maximale : 8 ans
- Taux nominal : 0 %
- Mode de Remboursement : Echéances mensuelles constantes
- Aucune sûreté réelle.
- Critères d'éligibilité : (cf annexe)
- Frais de dossier : 2 % du montant de l'avance
- Assurance : l'adhésion à un contrat d'assurance invalidité-décès pour le montant et la durée de l'avance sera exigée lors du déblocage des fonds.

## ANNEXE : CRITERES D'ELIGIBILITE

Pour pouvoir être éligible à une Avance Remboursable, le concours financier objet de la demande doit avoir pour but de permettre la mise en œuvre d'un programme d'investissement nécessaire :

- A la création d'entreprise ;
- A la transmission d'entreprises ;
- Au développement d'entreprises ;
- A l'amélioration de la compétitivité d'entreprises ;
- A l'innovation, en particulier les innovations technologiques amont de type amorçage.

Pour pouvoir être éligible à un concours financier, les Financements devront être accordés à des TPE-PME de Corse appartenant à l'un des secteurs d'activité suivants :

- (i) Industrie, artisanat, agro-alimentaire, maisons de retraites privées, transports de marchandises et énergie ;
- (ii) Commerce de gros et de détail, professions libérales et toutes les activités liées au tourisme ;
- (iii) Bâtiment et travaux publics ;

Sont exclues et ne pourront donner lieu à un Financement :

- (i) Les activités d'intermédiation financière (NAF : section 64 sauf 64-2 pour les achats d'entreprises) ;
- (ii) Les activités de promotion et de locations immobilières (NAF : section L68-1 et L 68-2), à l'exception des SCI finançant des acquisitions immobilières destinées à être louées à une entreprise, elle-même éligible, dont des associés majoritaires sont titulaires de la majorité du capital de la SCI ;
- (iii) Les activités agricoles ;
- (iv) Et plus généralement toutes les activités exclues des règles des aides d'Etat à finalité régionale.